

# Rapport financier 2006-2009

Les trois années écoulées ont été marquées du point de vue financier par l'achat de locaux par la FSU et son déménagement de la rue de Metz aux Lilas... Cela se concrétise par une économie importante sur les dépenses locatives (si nous étions restés dans les locaux de la rue Metz, cela équivalait à une augmentation des dépenses locatives d'environ 60 000 euros par an...) et par la constitution d'un patrimoine fédéral que le rapport financier présenté au précédent congrès de Marseille avait souhaité. L'autre axe, qui a marqué ces trois années, est l'augmentation de l'aide aux élections pour les Syndicats Nationaux (ceux qui peuvent y prétendre sont au nombre de 14 sur les 24 que compte la Fédération); cette augmentation est de l'ordre de 25 %... Les sollicitations ont été nombreuses (dans l'éducation nationale, dans la fonction publique territoriale, au ministère de la Justice, de « l'Environnement ») mais également il a fallu abonder l'aide aux quelques sections départementales qui avaient présenté des listes aux élections Prud'homales... D'autre part, nous avons pu progresser au niveau de l'équité dans l'aide au fonctionnement des Syndicats Nationaux. À cet égard il faut saluer la volonté de tous d'aller dans ce sens. Enfin, sur les constats, nous ne pouvons que regretter que le souhait du congrès de Marseille de « mise à plat » des « ressources » des sections départementales et des CFR n'ait pu se faire... Cependant, la loi d'août 2008 sur la publication des comptes des organisations syndicales, va, de toute façon, nous obliger à avancer sur cette question. Pour faire face aux besoins et aux nombreuses sollicitations dont la FSU fait l'objet... il a fallu mobiliser, de la façon la plus efficace possible, les moyens financiers qui, somme toute, restent modestes (75 % à 80 % proviennent des cotisations de ses syndicats nationaux!), mais qui ne sont qu'une partie des revenus financiers, si l'on prend en compte toutes les ressources engrangées par la FSU à tous les niveaux de ses structures, ressources qui constituent le bien commun de l'ensemble de la Fédération. À tout cela viennent s'ajouter les recettes (non négligeables) publicitaires de POUR et la subvention de la Fonction Publique pour les actions de formation des militants (Centre de formation de la FSU) et de recherche (Institut de Recherche de la FSU)... Les moyens financiers de la FSU restent, dans une certaine mesure, encore limités, il faudrait que notre Fédération puisse disposer de ressources plus importantes, notamment pour permettre à ses Sections départementales et ses Conseils Fédéraux, structures de proximité, de mieux assumer leur rôle, ainsi que pour aider ses Syndicats Nationaux en phase de développement; mais aussi pour lui permettre de développer toutes les actions et les initiatives qui s'imposent face aux décisions qui sont prises dans le domaine économique et social, dans

notre pays et en Europe. De la même manière, il n'est pas encore possible que la FSU aide financièrement les SD lorsque des actions de type manifestation nationale sont décidées... L'exercice de style ne varie guère et bien entendu, pendant ces trois années, il a fallu continuer à faire des choix dans les dépenses, en ayant le souci de veiller à la poursuite du développement de la Fédération, de stabiliser notre gestion budgétaire et aussi le souci de reconstituer un fonds de réserve. À la lecture des résultats de ces trois années, vous pourrez constater que nous y sommes parvenus, mais restons modestes, cela représente, environ, deux trimestres de fonctionnement de notre Fédération. Il nous faut continuer dans ce sens.

## Les dépenses

Elles sont constituées pour l'essentiel par :

– les publications (30 % du budget global) : les dépenses ont augmenté, du fait de la poursuite de l'augmentation des coûts postaux ainsi que du supplément « retraités » joint à 3 numéros sur 8 de POUR.

– des versements aux sections départementales (20 % du budget global) : La contrainte budgétaire n'a toujours pas permis d'aller dans le sens du vœu voté au Congrès de Toulouse (doublement du montant des versements aux SD) Il faudrait peut-être remettre à l'ordre du jour l'aide au fonctionnement pour les SD/CFR, cela pourrait être envisagé dans la mesure où nous pourrions avancer sur la mise à plat « des revenus » de ces structures.

– des frais de siège, de secteurs et d'instances (12 % du budget global) : la ligne est en augmentation constante et révèle la vie de la Fédération ! À noter que le coût de l'ouverture d'un deuxième CDFN à l'ensemble des SD a été pour partie compensé par le fait d'accoler un stage de formation syndicale à chaque CDFN. Dans la prochaine période, peut-être faudra-t-il réfléchir à une augmentation des remboursements d'hébergement (50 euros/nuitée paraît un peu juste sur Paris)...

– des salaires (6 % du budget global) : la FSU emploie 3,4 salariés !

– des frais de manifestations et de relations publiques (5 % du budget global) : sur ce point, comme dit au-dessus dans le préambule... il faudra faire un effort...

– des provisions pour le congrès... Le congrès de la FSU, étape indispensable de la vie démocratique, coûte cher... Il nous faut rester dans des normes raisonnables pour l'organisation et le coût de notre Congrès tous les trois ans.

## Les recettes

Elles sont constituées pour l'essentiel par les cotisations versées par les syndicats nationaux (75 % à 80 %). L'application des règles de calcul de la cotisation fédérale, notamment par l'attri-

bution de nouveaux indices moyens aux différents champs de syndicalisation s'est faite sans problème. Il faut aussi signaler, le fait que les syndicats nationaux, confrontés aux mêmes difficultés que la Fédération sur l'augmentation des charges, faisaient au mieux, en fonction de leurs ressources pour contribuer à faire vivre la FSU, c'est un équilibre qu'il nous faut sans cesse préserver, afin que chacun puisse exister et se développer. D'autre part si le nombre de syndiqués, se maintient globalement au niveau fédéral, cela recouvre des réalités différentes dans les Syndicats Nationaux, là aussi, tous les SN, quelles que soient leurs difficultés, ont tenu à assurer leurs cotisations fédérales.

Les autres recettes sont, outre la subvention de la Fonction publique (formation et recherche) qui est restée stable durant ce mandat, celles qui proviennent de la publicité dans POUR et qui elle se maintient à un bon niveau (parfois avec difficulté) et de la subvention du CSA, sans oublier bien sûr, le reversement à la FSU de l'indemnité de notre représentant au CES. Comme dit plus haut, il convient en commentant ce chapitre des recettes, de préciser que les recettes de la FSU sont bien plus importantes que ce qui vient d'être énoncé, si l'on prend en compte, la FSU dans toutes ses entités, qu'elles soient départementales, régionales ou nationales.

## Conclusion

Le prochain mandat va voir la mise en place de la loi d'août 2008, nous avons commencé avec les Syndicats Nationaux d'informer, de comprendre. La demande de formation est grande de leur part, cette formation devra s'adresser aussi aux sections départementales et aux Conseils Fédéraux Régionaux... Au-delà des problèmes de formation et d'informations, la transparence que nous souhaitons et qui est une bonne chose a un coût non négligeable, dont la FSU demande la prise en charge par l'État.

La FSU, première Fédération de la Fonction Publique d'État, quatrième organisation des Fonctions Publiques joue un rôle important qui est largement reconnu aujourd'hui, pas seulement dans ses domaines propres que sont l'éducation, la recherche, la culture, l'insertion et la formation, mais aussi dans bien d'autres domaines de la vie économique et sociale, ne serait-ce que celui des Services Publics... on l'a vu dernièrement sur la Poste par exemple... De grands chantiers restent encore devant nous dans le domaine international par exemple...

Le débat qui aura lieu à l'occasion des congrès départementaux et national, doit permettre de réfléchir à l'utilisation de nos ressources financières actuelles, tout en ayant le souci constant de veiller à l'équilibre entre tous les niveaux d'activité de notre Fédération.

Les trésoriers : **Eliane Lancette**  
**Jean-Jacques Mornettas**

# Bilan au 31/08/08

## Actif

2 Immobilisations financières	717 112 €
40 Avances et Acomptes	
41 Clients (SN, SD...)	277 781 €
43 Organismes sociaux	
44 Organismes Fiscaux	24 430 €
46 Crédeurs divers	263 134 €
50 Placements	450 000 €
51 Disponible	1 042 297 €
<b>total</b>	<b>2 774 754 €</b>

## Passif

10 Réserves	989 753 €
11 Report à nouveau	
12 Résultat d'exercice	265 037 €
15 Provisions Congrès	
16 Emprunts	619 316 €
40 Fournisseurs	90 169 €
43 Organismes Sociaux	9 641 €
44 Organismes fiscaux	
46 Débiteurs divers	800 838 €
47 Compte d'attente	
48 Produits d'avance	
<b>total</b>	<b>2 774 754 €</b>

# Comptes de résultats 05/06-06/07-07/08

## DÉPENSES

	05-06	06-07	07-08
Équipement informatique et mobilier	7 939 €	14 788 €	8 572 €
Electricité	4 234 €	3 970 €	6 301 €
Fournitures administ et autres	23 072 €	21 741 €	39 714 €
Locations, charges locatives	165 510 €	171 048 €	117 703 €
Entretien, réparations et maintenance	9 343 €	9 032 €	12 239 €
Assurances	2 995 €	3 413 €	3 250 €
Documentation	3 987 €	4 004 €	3 012 €
Honoraires	14 710 €	27 734 €	19 573 €
Publicité, relations publiques	61 558 €	41 237 €	73 914 €
Frais de manifestation	37 121 €	78 476 €	19 173 €
Publications	752 146 €	778 225 €	675 596 €
Frais de Siège, Secteurs, Instances	280 732 €	252 019 €	270 970 €
La Poste, Télécom et Internet	49 068 €	56 506 €	75 583 €
Divers	7 152 €	6 857 €	7 865 €
TVA sur frais généraux	71 952 €	67 987 €	67 175 €
Impôts et taxes	1 726 €	1 917 €	1 899 €
Salaires	135 893 €	148 718 €	144 404 €
Remboursement emprunt			22 037 €
Dons, solidarité et cotisations	20 104 €	19 438 €	20 562 €
Aide aux S.N. et SD	74 408 €	50 253 €	64 802 €
Versements aux SD	454 868 €	454 620 €	449 638 €
Vie Internationale	20 642 €	15 141 €	13 857 €
Centre de formation	130 000 €	130 000 €	130 000 €
Institut de recherche	73 000 €	80 000 €	80 000 €
Charges exceptionnelles	6 063 €	365 €	6 326 €
Provisions congrès	160 000 €		375 371 €
Congrès		542 856 €	
<b>TOTAL</b>	<b>2 568 223 €</b>	<b>2 980 345 €</b>	<b>2 709 536 €</b>

## RECETTES

	05-06	06-07	07-08
Vente produits	11 358 €	11 259 €	28 767 €
C.S.A. et autres	76 552 €	32 808 €	98 424 €
Publicité	213 070 €	161 168 €	157 062 €
Subventions FP	363 034 €	363 035 €	363 034 €
Subventions diverses	26 572 €	73 500 €	110 000 €
Remboursements divers	7 929 €	5 732 €	1 308 €
Produits financiers	14 027 €	20 655 €	25 099 €
Solidarité			
Reversement CES	36 430 €	36 827 €	37 047 €
Reprise provisions congrès		320 000 €	
Recettes exceptionnelles	949 €	116 404 €	71 784 €
Cotisations SN	2 059 166 €	2 050 696 €	2 082 049 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 809 087 €</b>	<b>3 192 084 €</b>	<b>2 974 574 €</b>

## RÉSULTAT :

240 864 €	211 739 €	265 038 €
-----------	-----------	-----------